



Haïti

Les femmes cibles des gangs

Dans le quartier Ti Haïti du bidonville de Brooklyn, à Cité Soleil, deux jeunes filles déambulent dans des rues envahies par les eaux usées et les ordures. Recoin le plus pauvre de Port-au-Prince, c'est aussi le théâtre de sanglantes batailles de gangs.



Port-au-Prince est en proie à un chaos sans précédent en raison des guerres de gangs. Enlevées, violées, tuées, forcées à fuir et à vivre dans la rue, les habitantes de la capitale d'Haïti sont les premières victimes d'une violence barbare et de l'impunité totale dont jouissent les criminels.

Par ALEXIS ESPOSITO, avec MILO MILFORT
Photos GIOVANNI PORZIO

Depuis plus de cinq ans, le schéma macabre se répète, inlassablement : des gangs armés prennent d'assaut un quartier rival de Port-au-Prince, semant indistinctement la mort et la terreur sur leur passage. Ils commettent des viols en nombre sur les femmes, victimes collatérales d'une violence qui semble ne plus avoir de limites. « Lors d'une attaque en juillet dernier dans le bidonville de Brooklyn, à Cité Soleil, près de 500 personnes ont été tuées, des centaines de maisons brûlées. On nous a rapporté près de cinquante cas de viols », témoigne Rosy Auguste Ducéna, avocate et membre du Réseau national de défense des droits humains haïtiens

(RNDDH). La commune de Cité Soleil, où vivent plus de 265 000 personnes, compte parmi les plus déshéritées du pays. S'y rendre signifie risquer sa vie. À la bordure du bidonville de Brooklyn, où s'est tenue l'attaque évoquée par l'avocate, les rues portent encore les stigmates de ce déferlement de violence. Une zone de plusieurs centaines de mètres sert désormais de ligne de front, parsemée ici et là de restes de tôles calcinées et d'objets abandonnés à la hâte. Les survivant-es ont tous et toutes fui vers d'autres coins du bidonville, plus sûrs, mais souvent plus précaires, voire insalubres. Comme à Ti Haïti, qui hérite des eaux usées et des déchets dévalant les reliefs de toute la capitale. Depuis que les combats empêchent leur déblaiement, les rues sont régulièrement inondées. La seule route d'accès au quartier est constamment noyée sous une dizaine de centimètres d'une eau noire, souillée de débris en tous genres. À l'intérieur d'une maison, une habitante nous montre son lit, surélevé par des parpaings : « *Par temps de pluie, l'eau rentre et monte presque jusqu'au matelas.* » C'est pourtant sur ces lits que les gens sont forcé-es de se réfugier, impuissant-es, en attendant que l'eau redescende.

70 % du territoire de Port-au-Prince aux mains des gangs

Véritables agents de la misère et du chaos, les gangs auraient fait 1 448 victimes, 1 145 blessés et commis quelque 1 005 kidnappings au niveau national en 2022, selon l'ONU. Des chiffres qui seraient sous-estimés, d'après diverses organisations de la société civile haïtienne. Les gangs contrôlèrent désormais plus de 70 % du territoire de Port-au-Prince. Face à eux, les forces de police, dépassées, sont depuis longtemps aux abonnés absents quand elles ne sont pas accusées de corruption ou d'entretenir des liens directs avec eux. La situation n'est pas nouvelle. Depuis



Des barricades de pneus brûlent au cours d'émeutes déclenchées par le meurtre de policiers dans le quartier de Pétionville, le 26 janvier 2023.

“Des policiers ont été vus en train d'armer les gangs. (...) Aucun coupable n'a jamais été traduit en justice”

Rosy Auguste Ducéna, avocate et membre du Réseau national de défense des droits humains haïtiens



Des policiers et des manifestants bloquent les routes et demandent la démission du Premier ministre, Ariel Henry, le 26 janvier 2023.



Dans le bidonville de Brooklyn, à Cité Soleil, les baraquements de fortune, construits en tôle, sont inondés d'eau souillée et de déchets.

les années 1960, des groupes armés sévissent en Haïti, accomplissant tantôt les basses besognes des régimes en place, tantôt obéissant à leurs desseins criminels – aussi bien sous le règne des présidents de la République Michel Martelly (2011-2016), de Jovenel Moïse (2017-2021) ou d'Ariel Henry, Premier ministre assurant la présidence par intérim depuis 2021. Tous appartiennent ou ont appartenu au parti haïtien Tèt Kale, à la ligne politique proche de celle d'un Trump ou d'un Bolsonaro : ultralibéralisme, populisme décomplexé, mépris du peuple et misogynie. Présente dans le pays entre 2004 et 2017, la mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti n'aura jamais réussi à y mettre de l'ordre.

Mais pour l'avocate haïtienne Rosy Auguste Ducéna, un événement en particulier a marqué le début de la banalisation des violences sexuelles comme arme de terreur : le massacre du bidonville de la Saline, où germaient des manifestations contre la vie chère et la corruption du pouvoir politique, le 13 novembre 2018. « *Des policiers ont été vus en train d'armer les gangs. Il y a eu 71 victimes civiles et 11 femmes victimes de viols collectifs. Aucun coupable n'a jamais été traduit en justice. À partir de là, les bandits se sont rendu compte qu'ils pouvaient faire ce qu'ils voulaient sans avoir à craindre l'appareil judiciaire haïtien* », explique l'avocate, dont l'organisation a publié un rapport accablant sur le déroulement du massacre et la responsabilité

des autorités. Aujourd'hui, l'enquête officielle est toujours au point mort. « *Si les coupables avaient été condamnés, la situation serait différente*, tempête Rosy Auguste Ducéna. *Au lieu de quoi, les autorités judiciaires ont déroulé un tapis d'impunité aux groupes armés.* » Assassiné en 2021, Jovenel Moïse n'aura pas pu aller au bout de sa quête effrénée des pleins pouvoirs. Mais son successeur, Ariel Henry, se charge de perpétuer ses pratiques.

Des violences sexuelles banalisées

Sœur Paësie, une religieuse française, travaille avec son association Famille Kizito en faveur des enfants en situation de vulnérabilité dans le bidonville de



Chaque jour, Sœur Paësie, une religieuse française, se rend dans le bidonville de Brooklyn pour venir en aide aux victimes d'affrontements armés.



Maria*, dont le mari a été tué, sa maison brûlée et dont l'un des enfants est mort du choléra, vit de la charité de voisines et des religieuses.



Rosena* a tout perdu et dort dans la rue avec ses quatre enfants.

Brooklyn, à Cité Soleil. Elle est, depuis trois ans, un témoin privilégié de l'affrontement sanglant entre deux gangs : « Quand les combattants ne peuvent s'atteindre entre eux, ils s'en prennent aux civils, notamment aux femmes, déclare-t-elle. Il arrive fréquemment qu'un gang s'attaque à un tap-tap [taxi collectif, ndlr] et qu'ils les emmènent toutes. » Rosy Auguste Ducéna témoigne : « Certaines m'ont expliqué qu'ils estiment pouvoir disposer d'elles quand ils le souhaitent. Si elles refusent, elles risquent d'être tuées. S'attaquer à elles est une façon de s'attaquer au gang ennemi auquel ces femmes "appartiennent". » En avril 2022, les affrontements de la Plaine du Cul-de-Sac entre les Chen Mechan (« chiens méchants », en créole) et les 400 Mawozo (« les 400 rustres ») ont laissé 148 morts dans le quartier de la Croix-des-Missions, dans le nord de Port-au-Prince. Une

maison dans laquelle se trouvaient dix-sept femmes jugées proches d'une des deux factions a été prise d'assaut par

“Tous les gangs ne violent pas, mais pour certains, c'est institutionnalisé et les consignes émanent des chefs”

Rosy Auguste Ducéna, avocate et membre du Réseau national de défense des droits humains haïtiens

sa rivale. Des riverains ont rapporté au RNDDH avoir entendu leurs suppliques alors qu'elles étaient violées.

Elles ont ensuite été tuées. « À la suite de cet épisode, des corps ont été retrouvés hachés menu ou décapités. Tous les gangs ne violent pas, mais pour certains, c'est institutionnalisé et les consignes émanent des chefs », complète Rosy Auguste Ducéna.

Jacqueline Baussan est psychologue clinicienne à Port-au-Prince. Elle intervient auprès d'organisations de soutien aux survivantes de kidnapping et de violences sexuelles. « La situation pour les femmes de certains quartiers est terrifiante et le danger permanent. La violence y est vécue comme une fatalité, banalisée à l'extrême. » Alors, beaucoup d'entre elles décident de fuir, sans moyens, les zones les plus sensibles, quitte à se retrouver encore plus à la rue, avec pour conséquences une plongée dans la pauvreté, la déscolarisation de leurs enfants et des effets sur leur santé mentale. « Un grand nombre d'adolescentes tentent de

“Un grand nombre d'adolescentes tentent de mettre fin à leurs jours, car elles doivent vivre avec l'étiquette de femme violée”

Jacqueline Baussan, psychologue clinicienne

mettre fin à leurs jours, car elles doivent vivre avec l'étiquette de femme violée. Les familles apportent rarement un soutien et préfèrent pratiquer le “Kase fey, kouvri sa”, qui signifie en français, “prends les feuilles des arbres et recouvre-le”. Que ça ne se voit pas. Que ça ne se sache pas », décrit la psychologue. Celles qui ne peuvent partir finissent souvent par devenir les petites mains des gangs.

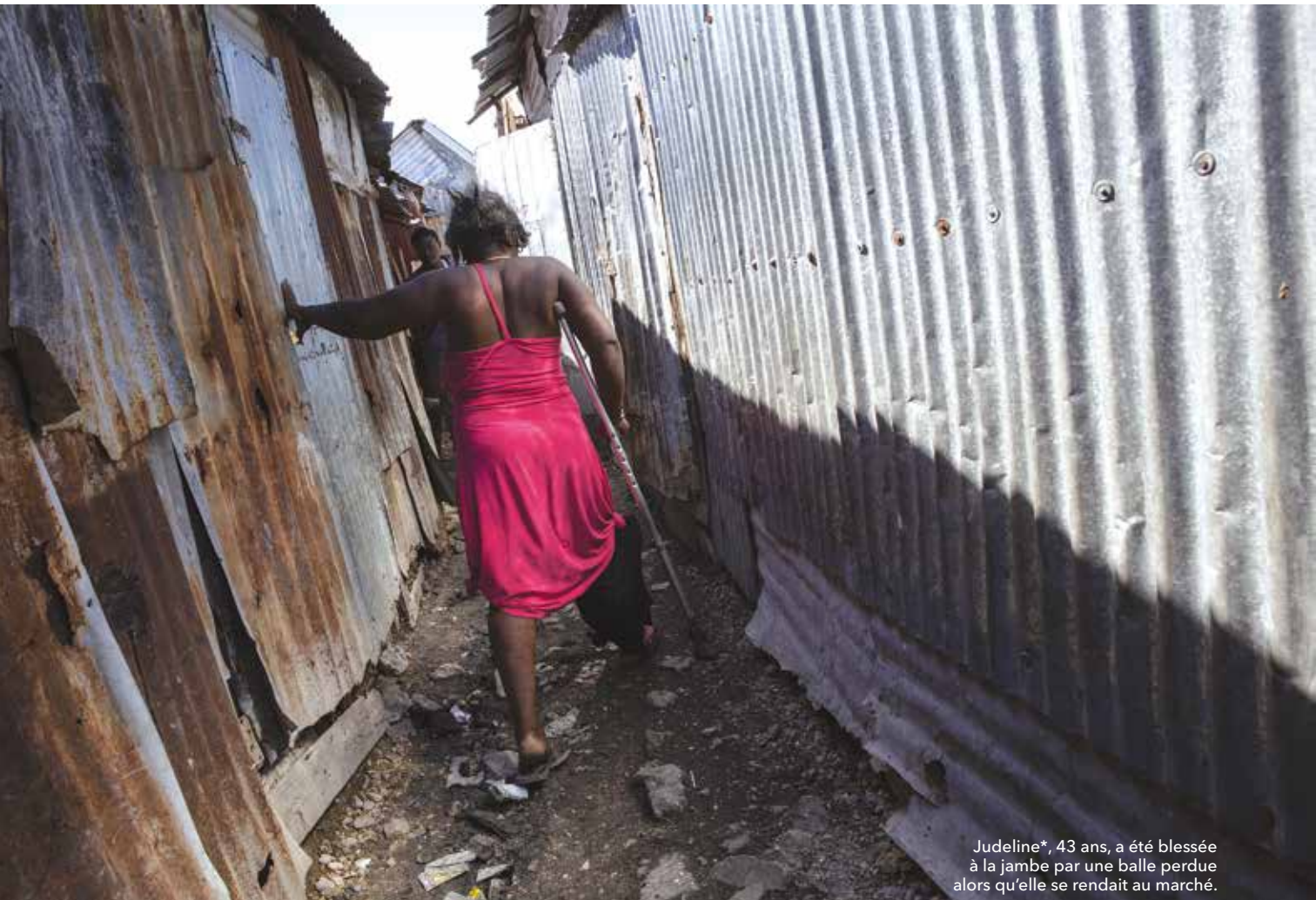
La violence sexuelle n'a pas attendu les bandes rivales pour prospérer en Haïti. « La maltraitance et les abus sexuels pendant l'enfance sont très courants dans le pays », explique Jacqueline Baussan. Sœur Paësie abonde : « Beaucoup de femmes vivent avec des hommes qui ne sont pas les pères des enfants et qui commettent des viols sur eux. Une loi du silence tenace entoure le sujet. » Beaucoup d'enfants des rues, victimes de toutes sortes d'abus, finissent par prendre les

armes et devenir à leur tour des tortionnaires. Pour la psychologue, « ils sont aussi les grandes victimes de la violence. Sous la coupe des chefs de gangs, tous ne mangent pas à leur faim et sont exécutés s'ils n'obéissent pas aux ordres ».

La précarité aussi mortelle que les balles

À Brooklyn, les combats ont fait de nombreuses veuves et jeté de nombreuses femmes à la rue, leurs enfants avec elles. Alors que la messe dominicale de l'église chrétienne vient de s'achever, elles sont une dizaine à attendre

à proximité, espérant que le prêtre ou Sœur Paësie puissent leur donner de quoi manger. L'une d'elles, Maria*, a tout perdu lors du massacre de juillet 2022 : « Ma maison a été brûlée et mon mari est décédé d'une balle dans la jambe. Je n'ai plus rien, plus de travail, plus de maison. » Terriblement marquée par la mort, à peine quelques mois plus tard, en octobre 2022, de l'un-e de ses sept enfants du choléra, corollaire de la misère et de l'insalubrité du quartier, la trentenaire doit la survie de sa famille au soutien des religieux-ses et à la générosité de quelques habitant-es.



Judeline*, 43 ans, a été blessée à la jambe par une balle perdue alors qu'elle se rendait au marché.

Patientant à l'ombre d'un arbre en compagnie d'autres femmes, Rosena*, début de la vingtaine, connaît la même infortune. Elle occupait un espace entre deux maisons, avec ses quatre enfants, quand elle a été repérée par la Sœur, il y a quelques semaines. Tous-tes sont nées de pères différents, le premier alors qu'elle n'avait que 14 ans. Amaigrie, elle s'exprime d'une voix faible tout en allaitant son petit dernier : « Je n'ai rien. Nous n'avons rien à manger. Nous dormons par terre dans la rue. » Fragile psychologiquement, elle est incapable de retracer son histoire, oubliant jusqu'à son âge, signe des traumatismes à répétition qu'elle a dû subir. Elle pose le regard sur son fils, et ses yeux s'emplissent de larmes.

“Si je sors, je risque d'être kidnappée ou pire”

Judeline*, habitante du bidonville Cité Soleil

À 2 ans, il ne marche pas encore « car ses jambes sont trop faibles ». Dans tout Port-au-Prince, les cas de malnutrition augmentent à mesure que l'instabilité extrême des quartiers populaires gagne le reste de la ville et paralyse l'économie. Rares sont les zones qui échappent encore au racket des commerces, aux

kidnappings et aux demandes de rançons par lesquels les gangs prospèrent. C'est également un moyen pour eux d'asseoir leur emprise psychologique sur une population terrorisée.

Traumas post-enlèvement

Jacqueline Baussan témoigne du cas de deux de ses patientes, encore traumatisées par leur enlèvement. « L'une d'elles a eu les mains brûlées avec du plastique en fusion alors qu'elle avait les yeux bandés. La seconde a été tenue captive pendant trente jours et ne recevait qu'un maigre repas par jour. De temps à autre, on lui signifiait qu'on viendrait la chercher pour l'exécuter. Dans la majorité des cas de kidnappings, des vidéos des sévices sont envoyées à leurs



Des patients attendent d'être examinés à l'hôpital de traumatologie de MSF dans le quartier de Tabarre, à Port-au-Prince.



Susanne*, qui a reçu une balle dans le dos, est à l'hôpital de MSF depuis septembre 2022.

proches pour faire pression. » Résultat, nombreuses sont celles qui n'osent plus sortir de leur quartier. Appuyée sur sa béquille, Judeline*, 43 ans, déambule péniblement dans les ruelles boueuses de Cité Soleil. En juillet 2022, elle héritait d'une balle perdue dans la jambe alors qu'elle partait travailler au marché. « Je ne peux pas me rendre à l'hôpital de Médecins sans Frontières (MSF) pour me faire retirer la prothèse qu'ils m'ont posée. C'est trop dangereux. Si je sors, je risque d'être kidnappée ou pire. » À l'hôpital MSF de Tabarre, de l'autre côté de la

ville, les nouvelles arrivées sont quotidiennes et le service des soins intensifs ne désemplit plus depuis longtemps. Dans une chambre, une femme fixe d'un regard absent le mur qui lui fait face. Hospitalisée depuis septembre, Susanne* a également été touchée par une balle perdue alors qu'elle traversait en bus le quartier sensible de Canaan. Le projectile lui a perforé le dos et les entrailles. « Personne ne pensait que j'allais m'en sortir. Je parle à mes enfants au téléphone, mais je ne peux pas les voir. Je ne sais pas combien de temps encore je vais

À l'hôpital MSF de Tabarre, le service des soins intensifs ne désemplit plus depuis longtemps

passer ici », explique-t-elle d'une voix lasse, presque inaudible.

Pour espérer mettre fin, un jour, aux violences basées sur le genre, il est impératif, selon la psychologue Jacqueline Baussan, de « rompre avec un système patriarcal corrompu qui n'a pas évolué depuis la colonisation, où le corps des femmes était un bien ». Pour y parvenir, il faudra trouver une issue favorable à l'impasse politique actuelle face à un parti au pouvoir prêt à tout pour le conserver, et pour qui la lutte contre les violences faites aux femmes est bien loin d'être à l'agenda. Mais en attendant, elles sont des milliers à ne plus voir qu'une seule solution : quitter le pays, et au plus vite. La clinicienne évoque à ce propos l'une de ses jeunes patientes. « Rachele* a été séquestrée et violée pendant quatre jours par trois hommes. Elle raconte son enfer en boucle, comme un disque rayé, de manière compulsive. Elle a des reviviscences insupportables. Le travail thérapeutique demanderait du temps, mais elle n'en dispose pas. Sa famille souhaite l'éloigner au plus vite du pays. Ils espèrent que son calvaire touchera le cœur d'un consul qui finira par lui accorder un visa pour l'étranger. » Un passeport pour la vie. ●

*Les prénoms ont été changés.